

Brochure n° 3271 | Convention collective nationale

IDCC : 1631 | **HÔTELLERIE DE PLEIN AIR**

## **Avenant n° 15 du 3 février 2020**

à l'accord du 9 mars 2004  
relatif à la mise en place d'un régime de prévoyance complémentaire

NOR : ASET2050353M

IDCC : 1631

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FNHPA,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CGT ;**

**FGTA FO ;**

**INOVA CFE-CGC ;**

**FS CFDT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Les partenaires sociaux de la branche de l'hôtellerie de plein air, réunis en commission mixte paritaire, ont convenu de modifier l'accord professionnel relatif à la mise en place d'un régime de prévoyance complémentaire du 9 mars 2004.

Afin de consolider la pérennité du régime de prévoyance de la branche, le présent avenant porte sur une modification des taux de cotisation des salariés cadres et non cadres, ainsi que sur les conditions d'ancienneté relatives au bénéfice des garanties indemnités journalières, pour les salariés permanents et saisonniers.

### **Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application**

Le présent avenant s'applique aux salariés et aux entreprises dont l'activité principale relève du champ d'application professionnel et territorial de la convention collective nationale de l'hôtellerie de plein air du 2 juin 1993 (code IDCC 1631), tel que défini à l'article 1.1 modifié par l'avenant n° 3 du 25 octobre 1995 étendu.

## Article 2 | Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Le présent avenant ne comporte pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, en raison de sa finalité d'intérêt général, et de la configuration de la branche de l'hôtellerie de plein air, composée quasi exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés, dont les situations sont nécessairement prises en compte dans la négociation du présent avenant.

## Article 3 | Cotisations du régime de prévoyance

L'article 11 « financement du régime » de l'accord du 9 mars 2004 est rédigé comme suit :

Les cotisations relatives au régime de prévoyance, prévue à l'article 11 de l'accord du 9 mars 2004 sont modifiées comme suit :

Taux contractuels à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (correctif apporté à l'avenant n° 13) :

### Salariés non-cadres ne relevant pas des articles 4 et 4 bis de la convention collective nationale de 1947 (y compris saisonniers)

	Part patronale Tranches A et B	Part salariale Tranches A et B	Total tranches A et B
Maintien de salaire	0,45 %	0 %	0,45 %
Incapacité	0 %	0,10 %	0,10 %
Invalidité	0 %	0,20 %	0,20 %
Décès – IAD, accidentel, double effet	0,04 %	0,12 %	0,16 %
Rente éducation	0 %	0,08 %	0,08 %
Rente handicap	0,01 %	0 %	0,01 %
<b>Total</b>	<b>0,50 %</b>	<b>0,50 %</b>	<b>1,00 %</b>

### Salariés cadres relevant des articles 4 et 4 bis de la convention collective nationale de 1947

	Part patronale		Part salariale		Total	
	Tranche A	Tranche B	Tranche A	Tranche B	Tranche A	Tranche B
Maintien de salaire	0,40 %	0,71 %	0 %	0 %	0,40 %	0,71 %
Incapacité	0 %	0 %	0,10 %	0,20 %	0,10 %	0,20 %
Invalidité	0,25 %	0 %	0 %	0,38 %	0,25 %	0,38 %
Décès – IAD, Accidentel, double effet	1,06 %	0,33 %	0 %	0,47 %	1,06 %	0,80 %
Rente éducation	0,18 %	0 %	0 %	0 %	0,18 %	0 %
Rente handicap	0,01 %	0,01 %	0 %	0 %	0,01 %	0,01 %
<b>Total</b>	<b>1,90 %</b>	<b>1,05 %</b>	<b>0,10 %</b>	<b>1,05 %</b>	<b>2,00 %</b>	<b>2,10 %</b>

Ce qui annule les taux appelés à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

## Article 2 | Modification des conditions d'ancienneté

À effet du 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'article 3 de l'accord national du 9 mars 2004 « Conditions d'ancienneté » est remplacé comme suit :

« Les garanties définies ci-après sont acquises dans les conditions suivantes :  
Pour les salariés permanents (tous contrats) et les salariés saisonniers :  
– garantie décès invalidité absolue et définitive : sans condition d’ancienneté ;  
– garantie indemnités journalières, y compris au titre du maintien de salaire, et rentes invalidité : après 12 mois d’ancienneté dans l’entreprise (sans ancienneté s’il s’agit de suites ou de conséquences d’un accident de travail ou d’une maladie professionnelle). »

#### **Article 4 | Date d’effet, dépôt et extension**

Le présent avenant s’applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Il sera établi un nombre suffisant d’exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires.

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions en vigueur du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives. Au terme d’un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d’opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt.

Il sera soumis à la procédure d’extension prévue par les dispositions du code du travail à l’initiative de la partie la plus diligente.

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée, et pourra être révisé ou dénoncé selon les dispositions légales en vigueur.

*Fait à Paris, le 3 février 2020.*

(Suivent les signatures.)